

§ 4. Après l'annonce, la délibération et, le cas échéant, le projet de plan d'alignement communal peuvent être consultés pendant trente jours à la maison communale.

Les réclamations et observations sont envoyées par lettre recommandée ou remises contre récépissé à la commune, au plus tard le dernier jour de l'enquête publique.

§ 5. Le conseil communal délibère définitivement dans les soixante jours de la fin de l'enquête publique et statue définitivement, le cas échéant, sur le plan d'alignement communal.

Lors de la délibération définitive et, le cas échéant, l'établissement définitif du plan d'alignement, des modifications ne peuvent être apportées par rapport à la délibération précédente et, le cas échéant, par rapport au plan établi provisoirement que lorsqu'elles sont basées sur ou découlent des réclamations et observations formulées lors de l'enquête publique.

La délibération définitive et, le cas échéant, le plan d'alignement établi définitivement ne peuvent avoir trait à des parties du territoire qui ne sont pas reprises à la délibération provisoire ou, le cas échéant, au plan d'alignement fixé provisoirement.

§ 6. Lorsqu'un plan d'expropriation est établi simultanément avec la délibération et le plan d'alignement, le plan d'expropriation est soumis à l'enquête publique qui est organisée sur la délibération et sur le plan d'alignement.

§ 7. La délibération définitive et, le cas échéant, le plan d'alignement établi définitivement, sont transmis à la députation.

Art. 2. Le présent arrêté ne s'applique qu'aux enquêtes publiques qui sont organisées sur les délibérations ayant lieu après l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Art. 3. Le Ministre flamand ayant l'aménagement du territoire dans ses attributions, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 20 juin 2014.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,
K. PEETERS

Le Ministre flamand des Finances, du Budget, du Travail, de l'Aménagement du Territoire et des Sports,
Ph. MUYTERS

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C - 2014/29368]

3 AVRIL 2014. — Décret apportant des modifications au régime des normes de création et de maintien d'options dans l'enseignement secondaire ordinaire de plein exercice (1)

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I^{er}. — *Modifications à l'arrêté royal n° 49 du 2 juillet 1982 relatif aux normes de création, de maintien et de dédoublement et au calcul de crédit d'heures de l'enseignement secondaire de type I, concernant la fusion d'établissements ainsi que certains emplois du personnel des établissements d'enseignement secondaire de plein exercice de type I et de type II*

Article 1^{er}. L'article 4 de l'arrêté royal n° 49 du 2 juillet 1982 relatif aux normes de création, de maintien et de dédoublement et au calcul de crédit d'heures de l'enseignement secondaire de type I, concernant la fusion d'établissements ainsi que certains emplois du personnel des établissements d'enseignement secondaire de plein exercice de type I et de type II est remplacé par :

« Article 4. Au deuxième degré sont requis :

1° 12 élèves au minimum pour une option de base;

2° 10 élèves minimum lorsqu'une option de base groupée n'est organisée dans un établissement que sous la forme de l'enseignement secondaire en alternance. »

Art. 2. L'article 5 de l'arrêté royal n° 49 du 2 juillet 1982 relatif aux normes de création, de maintien et de dédoublement et au calcul de crédit d'heures de l'enseignement secondaire de type I, concernant la fusion d'établissements ainsi que certains emplois du personnel des établissements d'enseignement secondaire de plein exercice de type I et de type II est remplacé par :

« Article 5. Au troisième degré, sans préjudice de l'application de l'article 5, § 7, du décret du 30 avril 2009 relatif à la création d'instances de pilotage interréseaux de l'enseignement qualifiant et à l'octroi d'incitants visant un redéploiement plus efficient de l'offre d'enseignement qualifiant dans une perspective de développement territorial, sont requis :

1° en 5^e année, dix élèves au minimum pour une option de base simple ou une option de base groupée organisée en 5^e et 6^e année;

2° en 5^e année, huit élèves au minimum pour une option de base groupée organisée en 5^e et 6^e année qui fait l'objet d'une thématique commune dans le bassin Enseignement qualifiant - Formation - Emploi correspondant à l'implantation dans laquelle est créée l'option de base groupée selon les dispositions de l'accord de coopération relatif à la mise en œuvre des Bassins Enseignement qualifiant - Formation - Emploi du 20 mars 2014;

3° en 7^e année préparatoire à l'enseignement supérieur (7 PES) ou en septième professionnelle visée à l'article 4, § 1^{er}, 6°, de l'arrêté royal du 29 juin 1984 relatif à l'organisation de l'enseignement secondaire (7 PC), huit élèves au minimum;

4° en septième technique de qualification (7 TQ) ou en septième professionnelle visée à l'article 4, § 1^{er}, 5°, de l'arrêté royal du 29 juin 1984 relatif à l'organisation de l'enseignement secondaire (7 PB) :

— dix élèves au minimum pour une option de base groupée;

- huit élèves au minimum pour l'option de base groupée dont les élèves suivent au moins un tiers de l'horaire avec les élèves d'autres options;
- cinq élèves au minimum pour l'option de base groupée dont les élèves suivent au moins deux tiers de l'horaire avec les élèves d'autres options;
- deux élèves au minimum pour l'option de base groupée dont l'horaire complet est suivi avec les élèves d'autres options;

5° en septième professionnelle visée à l'article 4, § 1^{er}, 5°, de l'arrêté royal du 29 juin 1984 relatif à l'organisation de l'enseignement secondaire (7 PB) pour une option de base groupée qui est organisée pour compléter une offre de formation déjà organisée en 5^e et 6^e année dans l'établissement, sur avis conforme du Conseil général de concertation, ou pour une option de base groupée qui fait l'objet d'une thématique commune dans le bassin Enseignement qualifiant - Formation - Emploi correspondant à l'implantation dans laquelle est créée l'option de base groupée selon les dispositions de l'accord de coopération relatif à la mise en œuvre des Bassins Enseignement qualifiant - Formation - Emploi du 20 mars 2014 :

- huit élèves au minimum pour une option de base groupée;
- six élèves au minimum pour l'option de base groupée dont les élèves suivent au moins un tiers de l'horaire avec les élèves d'autres options;
- quatre élèves au minimum pour l'option de base groupée dont les élèves suivent au moins deux tiers de l'horaire avec les élèves d'autres options;
- un élève au minimum pour l'option de base groupée dont l'horaire complet est suivi avec les élèves d'autres options.

Au troisième degré, lorsqu'une option de base groupée n'est organisée dans un établissement que sous la forme de l'enseignement secondaire en alternance, sans préjudice de l'application de l'article 5, § 4, du décret du 30 avril 2009 relatif à la création d'instances de pilotage interréseaux de l'enseignement qualifiant et à l'octroi d'incitants visant un redéploiement plus efficient de l'offre d'enseignement qualifiant dans une perspective de développement territorial, sont requis :

1° en 5^e année, six élèves au minimum pour une option de base groupée organisée en 5^e et 6^e année;

2° en 5^e année, cinq élèves au minimum pour une option de base groupée qui fait l'objet d'une thématique commune dans le bassin Enseignement qualifiant - Formation - Emploi correspondant à l'implantation dans laquelle est créée l'option de base groupée selon les dispositions de l'accord de coopération relatif à la mise en œuvre des Bassins Enseignement qualifiant - Formation - Emploi du 20 mars 2014;

3° en septième technique de qualification (7 TQ) ou en 7^e professionnelle visée à l'article 4, § 1^{er}, 5°, de l'arrêté royal du 29 juin 1984 relatif à l'organisation de l'enseignement secondaire (7 PB) :

- cinq élèves au minimum pour une option de base groupée;
- trois élèves au minimum pour l'option de base groupée dont les élèves suivent au moins un tiers de l'horaire avec les élèves d'autres options;
- un élève au minimum pour l'option de base groupée dont l'horaire complet est suivi avec les élèves d'autres options.

Pour l'application du présent article, la liste des thématiques communes qui est à prendre en considération est la liste telle qu'arrêtée par l'instance bassin Enseignement qualifiant - Formation - Emploi à la date du 1^{er} octobre de l'année précédente.

Par dérogation à l'alinéa précédent, si les thématiques communes du bassin Enseignement qualifiant - Formation - Emploi concerné ne sont pas disponibles au plus tard au 1^{er} octobre de l'année précédente, les thématiques communes sont remplacées par le plan de redéploiement adopté par l'Instance de pilotage interréseaux de l'enseignement qualifiant (IPIEQ) en application du décret du 30 avril 2009 relatif à la création d'instances de pilotage inter-réseaux de l'enseignement qualifiant (IPIEQ) et à l'octroi d'incitants visant un redéploiement plus efficient de l'offre d'enseignement qualifiant dans une perspective de développement territorial, tel que modifié.

Le présent article ne s'applique pas aux options de base groupées de 7^e année qui figurent au répertoire des options de base de l'enseignement secondaire et qui y sont mentionnées précédées des lettres SN (sans normes).

CHAPITRE II. — *Modifications au décret du 29 juillet 1992 portant organisation de l'enseignement secondaire de plein exercice*

Art. 3. L'article 18 du décret du 29 juillet 1992 portant organisation de l'enseignement secondaire de plein exercice est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Aucun minimum de population n'est exigé pour les options de base groupées de 7^e année qui figurent au répertoire des options de base de l'enseignement secondaire et qui y sont mentionnées précédées des lettres SN (sans normes). ».

Art. 4. § 1^{er}. A l'article 19 du décret du 29 juillet 1992 portant organisation de l'enseignement secondaire de plein exercice, le paragraphe 2 est remplacé par :

« § 2. Sur avis du Conseil général de concertation pour l'enseignement secondaire visé à l'article 5^{quater}, le Gouvernement peut déroger aux dispositions du § 1^{er} en matière d'option, d'année ou de degré.

Aucune dérogation n'est octroyée pour les options des 2^e et 3^e degrés dont la moyenne de fréquentation par des élèves réguliers au 15 janvier des deux années scolaires antérieures à la demande de dérogation a été inférieure à la moitié de la norme de maintien telle que définie à l'article 12, § 1^{er}, alinéa 4 de l'Arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 31 août 1992 exécutant le décret du 29 juillet 1992 portant organisation de l'enseignement secondaire de plein exercice.

Pour l'application de l'alinéa 1^{er}, l'absence d'avis du Conseil général de concertation pour l'enseignement secondaire dans le délai de deux mois à compter de la réception de la demande d'avis qui lui est adressée par le Gouvernement est assimilée à un avis favorable. ».

§ 2. A l'article 19 du même décret, le paragraphe 5 est remplacé par :

« § 5. Un établissement peut suspendre l'organisation d'une option pendant un maximum de deux années scolaires consécutives. Après la période de suspension, il peut réorganiser cette option. Du point de vue de l'application des normes visées à l'article 18 et au paragraphe 1^{er} de l'article 19, cette option est analysée dans la continuité de la situation existant pendant l'année scolaire précédant la suspension.

La réorganisation d'une option préalablement suspendue ne constitue pas une création.

Si, malgré la suspension, l'option est amenée à être fermée, elle est fermée année par année et ne pourra plus être réouverte au cours des deux années scolaires suivant la fermeture définitive. Après cette période, elle pourra être ouverte à nouveau dans le respect des règles de programmation visées à l'Arrêté de l'Exécutif de Communauté française du 15 mars 1993 fixant les obligations de concertation entre établissements de même caractère dans l'enseignement secondaire de plein exercice. ».

Art. 5. L'article 24, alinéa 1^{er} du même décret est complété par :

« 4° détermine les obligations de concertation au niveau du Conseil général de concertation pour l'enseignement secondaire. ».

CHAPITRE III. — *Modifications au décret du 27 octobre 1994 organisant la concertation pour l'enseignement secondaire*

Art. 6. A l'article 2 du décret du 27 octobre 1994 est ajouté un 6° :

« 6° participer à la concertation telle que prévue à l'article 24 du décret du 29 juillet 1992 portant organisation de l'enseignement secondaire de plein exercice. ».

CHAPITRE IV. — *Disposition finale*

Art. 7. Le présent décret entre en vigueur le 1^{er} septembre 2015.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 3 avril 2014.

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Communauté française,
R. DEMOTTE

Le Vice-Président et Ministre de l'Enfance,
de la Recherche et de la Fonction publique,
J.-M. NOLLET

Le Vice-Président et Ministre du Budget,
des Finances et des Sports,
A. ANTOINE

Le Vice-Président et Ministre de l'Enseignement supérieur,
J.-Cl. MARCOURT

La Ministre de la Jeunesse,
Mme E. HUYTEBROECK

La Ministre de la Culture, de l'Audiovisuel,
de la Santé et de l'Égalité des chances,
Mme F. LAANAN

La Ministre de l'Enseignement obligatoire et de Promotion sociale
Mme M.-M. SCHYNS

—
Note

(1) *Session 2013-2014.*

Documents du Parlement. — *Projet de décret, n° 624-1. - Rapport, n° 624-2.*
Compte-rendu intégral. - Discussion et adoption. Séance du 2 avril 2014.

—
VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2014/29368]

3 APRIL 2014. — Decreet tot wijziging van het stelsel van normen inzake creatie en behoud van opties in het gewoon secundair onderwijs met volledig leerplan (1)

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Wijziging van het koninklijk besluit nr. 49 van 2 juli 1982 betreffende de oprichtings-, behouds- en splitsingsnormen en de berekening van het urenkrediet van het secundair onderwijs van het type I en betreffende de fusie van instellingen en bepaalde personeelsbetrekkingen van de instellingen voor secundair onderwijs met volledig leerplan van type I en type II*

Artikel 1. Artikel 4 van het koninklijk besluit nr. 49 van 2 juli 1982 betreffende de oprichtings-, behouds- en splitsingsnormen en de berekening van het urenkrediet van het secundair onderwijs van het type I en betreffende de fusie van instellingen en bepaalde personeelsbetrekkingen van de instellingen voor secundair onderwijs met volledig leerplan van type I en type II, wordt vervangen door :

“Artikel 4. In de twee graad worden vereist :

1° minimum 12 leerlingen voor een basisoptie;

2° minimum 10 leerlingen wanneer in een inrichting een gegroepeerde basisoptie enkel in de vorm van het alternerend secundair onderwijs ingericht wordt.”.

Art. 2. Artikel 5 van het koninklijk besluit nr. 49 van 2 juli 1982 betreffende de oprichtings-, behouds- en splitsingsnormen en de berekening van het urenkrediet van het secundair onderwijs van het type I en betreffende de fusie van instellingen en bepaalde personeelsbetrekkingen van de instellingen voor secundair onderwijs met volledig leerplan van type I en type II, wordt vervangen door :

“Artikel 5. In de derde graad, onverminderd de toepassing van artikel 5, § 7, van het decreet van 30 april 2009 betreffende de oprichting van subregionale sturingsinstanties en de toekenning van stimuli met het oog op een doeltreffender herverdeling van het aanbod van kwalificatieonderwijs om de territoriale ontwikkeling te bevorderen, zijn ten minste :

1° in het vijfde jaar, minstens tien leerlingen vereist voor een enkelvoudige basisoptie of een gegroepeerde basisoptie ingericht in het vijfde en zesde jaar;

2° in het vijfde jaar, minimum acht leerlingen vereist voor een gegroepeerde basisoptie ingericht in het vijfde en zesde jaar met een gemeenschappelijke thematiek in de regio voor Kwalificerend onderwijs – Vorming – Arbeidsmarkt die overeenstemt met de vestiging waarin de gegroepeerde basisoptie opgericht wordt volgens de bepalingen van het samenwerkingsakkoord, op 20 maart 2014 gesloten tussen de Franse Gemeenschap, het Waals Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie, betreffende de ontwikkeling van regio's voor Kwalificerend Onderwijs – Vorming – Arbeidsmarkt;

3° in het zevende voorbereidingsjaar op het hoger onderwijs (7VHO) of het zevende beroepsjaar bedoeld in artikel 4, § 1, 6°, van het koninklijk besluit van 29 juni 1984 betreffende de organisatie van het secundair onderwijs, minimum acht leerlingen;

4° in het zevende technisch kwalificatiejaar (7KT) of het zevende beroepsjaar bedoeld in artikel 4, § 1, 5°, van het koninklijk besluit van 29 juni 1984 betreffende de organisatie van het secundair onderwijs (7BB) :

— minimum tien leerlingen voor een gegroepeerde basisoptie;

— minimum acht leerlingen voor de gegroepeerde basisoptie waarvan de leerlingen ten minste één derde van het uurrooster met de leerlingen van andere opties volgen;

— minimum vijf leerlingen voor de gegroepeerde basisoptie waarvan de leerlingen ten minste twee derde van het uurrooster met de leerlingen van andere opties volgen;

— minimum twee leerlingen voor de gegroepeerde basisoptie waarvan het volledige uurrooster met leerlingen van andere opties wordt gevolgd.

5° in het zevende beroepsjaar bedoeld in artikel 4, § 1, 5°, van het koninklijk besluit van 29 juni 1984 betreffende de organisatie van het secundair onderwijs (7BB), voor een gegroepeerde basisoptie die ingericht wordt om het aanbod aan vorming reeds ingericht in het vijfde en zesde jaar in de inrichting aan te vullen, op eensluidend advies van de Algemene overlegraad, of voor een gegroepeerde basisoptie die het voorwerp uitmaakt van een gemeenschappelijke thematiek in de regio voor Kwalificerend onderwijs – Vorming – Arbeidsmarkt die overeenstemt met de vestiging waarin de gegroepeerde basisoptie opgericht wordt volgens de bepalingen van het samenwerkingsakkoord, op 20 maart 2014 gesloten tussen de Franse Gemeenschap, het Waals Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie, betreffende de ontwikkeling van regio's voor Kwalificerend Onderwijs – Vorming – Arbeidsmarkt;

— minimum acht leerlingen voor een gegroepeerde basisoptie;

— minimum zes leerlingen voor de gegroepeerde basisoptie waarvan de leerlingen minstens één derde van het uurrooster met de leerlingen van andere opties volgen;

— minimum vier leerlingen voor de gegroepeerde basisoptie waarvan de leerlingen minstens twee derde van het uurrooster met de leerlingen van andere opties volgen;

— minimum één leerling voor de gegroepeerde basisoptie waarvan het volledige uurrooster met leerlingen van andere opties wordt gevolgd.

In de derde graad, wanneer een gegroepeerde basisoptie in een inrichting alleen in de vorm van het alternerend secundair onderwijs wordt georganiseerd, onverminderd de toepassing van artikel 5, § 4, van het decreet van 30 april 2009 betreffende de oprichting van subregionale sturingsinstanties en de toekenning van stimuli met het oog op een doeltreffender herverdeling van het aanbod van kwalificatieonderwijs om de territoriale ontwikkeling te bevorderen, zijn :

1° in het vijfde jaar, minstens zes leerlingen vereist voor een gegroepeerde basisoptie ingericht in het vijfde en zesde jaar;

2° in het vijfde jaar, minimum vijf leerlingen vereist voor een gegroepeerde basisoptie die het voorwerp uitmaakt van een gemeenschappelijke thematiek in de regio voor Kwalificerend onderwijs – Vorming – Arbeidsmarkt die overeenstemt met de vestiging waarin de gegroepeerde basisoptie opgericht wordt volgens de bepalingen van het samenwerkingsakkoord, op 20 maart 2014 gesloten tussen de Franse Gemeenschap, het Waals Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie, betreffende de ontwikkeling van regio's voor Kwalificerend Onderwijs – Vorming – Arbeidsmarkt;

3° in het zevende jaar technisch kwalificatieonderwijs (7TK) of een zevende beroepsjaar bedoeld in artikel 4, § 1, 5°, van het koninklijk besluit van 29 juni 1984 betreffende de organisatie van het secundair onderwijs, minimum acht leerlingen (7BB) :

— minimum vijf leerlingen voor een gegroepeerde basisoptie;

— minimum drie leerlingen voor de gegroepeerde basisoptie waarvan de leerlingen ten minste één derde van het uurrooster met de leerlingen van andere opties volgen;

— minimum één leerling voor de gegroepeerde basisoptie waarvan het volledige uurrooster met leerlingen van andere opties wordt gevolgd.

Voor de toepassing van dit artikel is de in acht te nemen lijst van de gemeenschappelijke groepen thema's de lijst zoals bepaald door de instantie regio voor Kwalificerend onderwijs – Vorming – Arbeidsmarkt op 1 oktober van het vorige jaar.

In afwijking van het vorige lid, indien de gemeenschappelijke groepen thema's in de regio voor Kwalificerend onderwijs – Vorming – Arbeidsmarkt niet beschikbaar zijn ten laatste op 1 oktober van het vorige jaar, worden de gemeenschappelijke groepen thema's vervangen door het herverdelingsplan aangenomen door de instanties voor de netoverschrijdende sturing van het kwalificatieonderwijs (IPIEQ) met toepassing van het decreet van 30 april 2009 betreffende de oprichting van instanties voor de onderlinge sturing van de netten van het kwalificatieonderwijs en de toekenning van stimuli met het oog op een doeltreffender herverdeling van het aanbod van kwalificatieonderwijs om de territoriale ontwikkeling te bevorderen, zoals gewijzigd.

Dit artikel is niet van toepassing op de gegroepeerde basisopties van het zevende jaar die in het repertorium van de basisopties van het secundair onderwijs opgenomen worden en die eraast vermeld staan, vóór de vermelding ZN (zonder normen).

HOOFDSTUK II. — *Wijziging van het decreet van 29 juli 1992 houdende organisatie van het secundair onderwijs met volledig leerplan*

Art. 3. Artikel 18 van het decreet van 29 juli 1992 houdende organisatie van het secundair onderwijs met volledig leerplan, wordt met een lid aangevuld, luidend als volgt :

“Er wordt geen minimumbevolking vereist voor de gegroepeerde basisopties van het zevende jaar die in het repertorium van de basisopties van het secundair onderwijs opgenomen worden en die ernaast vermeld staan, vóór de vermelding ZN (zonder normen).”.

Art. 4. § 1. In artikel 19 van het decreet van 29 juli 1992 houdende organisatie van het secundair onderwijs met volledig leerplan, wordt paragraaf 2 vervangen door :

“§ 2. Op advies van de Algemene overlegraad voor het secundair onderwijs bedoeld bij artikel 5^{quater}, kan de Regering afwijken van de bepalingen van § 1 inzake optie, jaar of graad.

Er wordt geen afwijking toegekend voor de opties van de tweede en derde graden waarvan het gemiddeld schoolbezoek door regelmatige leerlingen op 15 januari van de twee schooljaren voor de aanvraag om afwijking lager was dan de helft van de behoudsnorm zoals bepaald bij artikel 12, § 1, vierde lid van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 31 augustus 1992 ter uitvoering van het decreet van 29 juli 1992 houdende organisatie van het secundair onderwijs met volledig leerplan.

Voor de toepassing van het eerste lid, als het advies niet binnen de termijn van twee maanden vanaf de ontvangst van de aanvraag om advies die hem door de Regering wordt gestuurd, niet wordt uitgebracht, wordt het als gunstig geacht.”.

§ 2. In artikel 19 van hetzelfde decreet, wordt paragraaf 5 vervangen door :

“§ 5. Een inrichting kan de organisatie van een optie opschorten tijdens een maximum van twee opeenvolgende schooljaren. Na de schorsingsperiode, kan ze deze optie opnieuw inrichten. Vanuit het standpunt van de toepassing van de normen bedoeld bij artikel 18 en bij paragraaf 1 van artikel 19, wordt deze optie geanalyseerd in de continuïteit van de toestand die reeds bestond gedurende het schooljaar vóór de schorsing.

Het herinrichten van een vooraf opgeschorte optie wordt niet gelijkgesteld met een oprichting.

Indien, ondanks de schorsing, de optie ertoe geleid wordt te sluiten, wordt ze jaar per jaar gesloten en zal ze niet meer opnieuw ingericht worden tijdens de twee schooljaren na de definitieve sluiting. Na deze periode, kan ze opnieuw ingericht worden mits inachtneming van de programmatieregels bedoeld bij het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 15 maart 1993 tot vaststelling van de verplichtingen tot overleg tussen gelijkaardige inrichtingen in het secundair onderwijs met volledig leerplan.”.

Art. 5. Artikel 24, eerste lid, van hetzelfde decreet, wordt aangevuld met :

“4° bepaalt de verplichtingen inzake overleg op het niveau van de Algemene overlegraad voor het secundair onderwijs.”.

HOOFDSTUK III. — *Wijziging van het decreet van 27 oktober 1994 tot regeling van het overleg in het secundair onderwijs*

Art. 6. In artikel 2 van het decreet van 27 oktober 1994 wordt een 6° toegevoegd :

“6° het deelnemen aan het overleg zoals bepaald bij artikel 24 van het decreet van 29 juli 1992 houdende organisatie van het secundair onderwijs met volledig leerplan.”.

HOOFDSTUK IV. — *Slotbepaling*

Art. 7. Dit decreet treedt in werking op 1 september 2015.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 3 april 2014.

De Minister-president van de Regering van de Franse Gemeenschap,
R. DEMOTTE

De Vicepresident en Minister van Kind,
Onderzoek en Ambtenarenzaken,
J.-M. NOLLET

De Vicepresident en Minister van Begroting,
Financiën en Sport,
A. ANTOINE

De Vicepresident en Minister van Hoger Onderwijs,
J.-Cl. MARCOURT

De Minister van Jeugd,
Mevr. E. HUYTEBROECK

De Minister van Cultuur, Audiovisuele Sector,
Gezondheid en Gelijke Kansen,
Mevr. F. LAANAN

De Minister van Leerplichtonderwijs en van Onderwijs voor Sociale Promotie,
Mevr. M.-M. SCHYNS

Nota

(1) *Zitting 2013.2014.*

Stukken van het Parlement. — Ontwerp van decreet, nr. 624-1. — Verslag, nr. 624- 2.

Integraal verslag. — Bespreking en aanneming. Vergadering van 2 april 2014.